

L'âge des extrêmes ne fait que commencer... ¹

Stephen Bouquin

Moins de dix ans nous séparent des discours officiels annonçant le retour d'un plein-emploi grâce à l'économie de la connaissance (Bourlès, 2002 : 167-181). Les nouvelles technologies de l'information et de la communication étaient en passe de conquérir la société et confortaient l'idée que le capitalisme cognitif coïnciderait avec une nouvelle onde longue et expansive. Cette représentation de l'avenir devait rassurer le dernier des anxieux ; oui, la crise était derrière nous et l'horizon se dégagait à nouveau. Selon les doxosophes de l'époque, la pauvreté et les inégalités sociales n'étaient plus que des problèmes secondaires, à résoudre à l'aide d'une politique d'égalité des chances et d'une formation tout au long de la vie. Le chômage de masse était en passe de se résorber, d'abord grâce aux créations d'emploi, ensuite sous l'effet de la courbe démographique et du *papy-boom* des années 2010-2030.

Il fallait bien s'y résoudre, la crise était derrière nous. La « nouvelle question sociale » signifiait que la solidarité pouvait devenir conditionnelle ; les politiques sociales devaient se concentrer sur la remise au travail d'une *underclass* de surnuméraires et l'aide sociale n'avait plus qu'à prendre en charge les naufragés de la compétition globale. L'État social, au lieu d'être « passif », était en passe de devenir « actif » afin que les plus fragilisés ne se complaisent pas dans leur condition de chômage involontaire (Rosanvallon, 1995). Tel était en substance le discours dominant à la fin des années 1990, à l'aube de l'économie de la connaissance.

Aujourd'hui, plus d'un an après l'effondrement du marché immobilier étasunien, la crise financière et bancaire se prolonge tandis que l'écono-

mie mondiale connaît la plus sévère récession depuis la Seconde guerre mondiale.

Pendant que la crise fait rage, les explications s'échafaudent. Pour les uns, nous ne connaissons rien de plus qu'un cycle récessif amplifié par la crise financière qui serait due, quant à elle, au manque de régulation, à l'*avidité* des spéculateurs. D'autres analyses, plus hétérodoxes, vont jusqu'à mettre en rapport la libéralisation des marchés, la financiarisation de l'économie et la stagnation des revenus salariaux. Mais les commentateurs inspirés expliquent que la crise est une opportunité à saisir puisqu'elle permet d'agir sur les structures économiques et sociales. Pour eux, il faut d'abord laisser la destruction créatrice faire son œuvre...

La tentation est grande d'annoncer qu'une nouvelle époque se présente à nous. La crise annoncerait alors la fin du néolibéralisme et le renouveau de la social-démocratie ; ou encore la fin du populisme de marché et l'avènement d'une nouvelle période d'interventionnisme d'État. Le monétarisme de Milton Friedman serait caduc et le keynésianisme pourrait connaître un nouveau départ.

Ces cadres interprétatifs nous proposent de penser la « crise » et orientent notre regard vers ce qui permettrait de la résorber. Quatre schémas politico-discursifs peuvent être distingués ici. Le premier relève d'une volonté de retourner le plus vite possible au *status quo ante*. Dans cette optique, il faudrait stabiliser au plus vite le secteur bancaire, assainir le marché immobilier, stimuler l'économie et peut-être aussi relancer l'économie par des stimuli fiscaux (terme générique qui renvoie au *deficit spending* keynésien). Le deuxième schéma exprime la même chose tout en rajoutant un blâme aux banquiers. Il faudrait sortir les *pommes pourries* des actifs des banques, les isoler dans un fonds assumant la dépréciation des actifs (la mauvaise banque ou *bad bank*) pour ensuite les remettre en circulation au moment opportun, c'est-à-dire lorsque les marchés financiers connaîtront une reprise. Une variante consistait à accepter la nationalisation des banques qui frôlaient la cessation de paiement et, au pire, de favoriser leur consolidation par des prises de participation (avec des actions qui ne donnent pas de droit de vote). Le troisième schéma interprétatif développe une critique acerbe de la mondialisation. Considérant que l'économie a été déroutée par le « néolibéralisme », les tenants de ce discours estiment que la résolution de la crise ne peut avoir de sens qu'à condition de refonder l'économie. À la mondialisation et au néolibéralisme débridé devraient donc succéder des formes d'échanges locaux, de proximité ou nationaux, permettant de restaurer une souveraineté économique. Sachant que les pays qui souffrent le plus de la crise sont certainement les plus internationalisés (i.e. Irlande, le Royaume-Uni, l'Islande ou les pays de l'Est), ce schéma défend une sorte de nouveau modèle social-démocrate mais plus austère que celui des années 1960-1970 puisque le développement devra être soutenable du point de vue de l'écosystème.

Il n'est pas insensé de penser que ces trois schémas risquent de connaître quelques difficultés de réalisation et ceci rend d'autant plus crédible une quatrième option qui est celui du conservatisme autoritaire et du repli fiscal, proposant une sorte de « capitalisme 2.0 » à partir d'un discours du type « cessons de sauver les canards boiteux, cessons de vouloir relancer l'économie ; vive la destruction créatrice ». Ce schéma parie sur les révoltes fiscales des catégories aisées ou moyennes qui préféreront des mesures de réduction drastique des dépenses sociales afin de faciliter le remboursement d'une dette publique en forte augmentation.

Ces quatre schémas discursifs sont à manier avec précaution. Leur présence médiatique ne garantit nullement leur pertinence, faut-il le rappeler ? Savoir tenir à distance les interprétations hâtives et souvent mystificatrices exige d'abord de prendre un certain recul, à la fois historique et conceptuel. C'est du moins notre conviction et c'est l'objectif que nous assignons à cet article.

Tentatives de crisologie

En grec, le mot *krisis* signifie dessein contenant deux choix possibles. Dans la pratique, la notion de crise est d'une polysémie infinie : sanitaire, alimentaire, elle peut être politique ou sociale et affecter l'ensemble des champs sociaux. La notion de crise est alors associée à l'idée de troubles, de situations de déséquilibre profond, de désordres graves. Ceci montre que la « crise » est d'abord un moment qui s'insère dans le processus de changement perpétuel de la société, que ce soit au niveau micro ou macrosocial. La crise peut donc se penser comme moment d'un processus de transformation, ouvert sur plusieurs possibles.

Edgar Morin, dans un texte intitulé « Pour une crisologie » (1976), propose une analyse de la crise à partir de ses formes de manifestation. Pour lui, la crise traverse trois séquences que sont le déferlement, le dérèglement et la divergence. La première séquence initie une situation d'urgence qui déborde les capacités de traitements routinisées et la crise met en panne les régulations générales du système. Le système connaît alors un dérèglement où les modes opératoires habituels ne fonctionnent plus. Les effets pervers viennent contrecarrer les actions lancées en vue de stabiliser la situation, les dispositifs de réponse se grippent et tout écart tend à s'aggraver au lieu de déclencher des phénomènes d'autocorrection. Suit alors la séquence de dérèglement. Les antagonismes virtuels deviennent manifestes, les conflits s'aggravent et les exigences contradictoires à satisfaire simultanément se multiplient – ce qui déclenche la troisième séquence dite de divergence. Celle-ci se caractérise par une désagrégation des éléments structurants et structurels qui appelle des hommes et des recettes miracles. Les deux premières séquences – le déferlement et le dérèglement – conduisent à la fragilisation et l'impuissance. Mais

la situation de divergence se caractérise par une remise en question fondamentale qui déstabilise le système.

La combinaison de tous ces phénomènes entraîne un risque d'effondrement très difficile à maîtriser, surtout si les organisations sont peu ou pas préparées par une réelle pratique d'anticipation à affronter des changements brusques. Dans la crise, « tout s'enchevêtre, s'entre-croise, s'entre-combat, s'entre-combine », écrit Edgar Morin qui souligne : « le développement et l'issue [de la crise] sont aléatoires non seulement parce qu'il y a progression du désordre, mais parce que toutes ces forces, ces processus, ces phénomènes extrêmement riches s'entre-influencent et s'entre-détruisent dans le désordre » (Morin, 1976 : 160).

La crise comme mal nécessaire ?

Si cette description abstraite du déroulement d'une crise est riche d'enseignements, elle laisse néanmoins hors du champ d'analyse les causalités d'occurrence et de récurrence. Celles-ci sont bien sûr spécifiques à chaque crise. Lorsqu'il s'agit de crises économiques, la définition communément utilisée de la crise renvoie à une baisse substantielle de l'activité (croissance négative), à la chute des investissements ; bref, à une interruption du cycle création de richesses pour utiliser une terminologie non-marxiste.

Il est néanmoins difficile de ne pas recourir à Marx lorsqu'il s'agit de comprendre et d'expliquer la ou les crise(s) économique(s). Il existe une boutade disant des marxistes qu'ils ont prévu l'avènement de cinq des trois dernières crises... Il faut admettre que cette boutade n'est pas totalement insensée car bon nombre d'analyses marxistes sont à la fois focalisées sur l'objet de la crise et catastrophistes dans l'analyse de cette dernière. Cela étant, il faut aussi admettre (comme le fait le *Financial Times*) qu'il n'existe pas beaucoup d'autres paradigmes scientifiques qui arrivent à appréhender aussi pertinemment cet objet. Mais il existe aussi d'autres approches, essentiellement keynésiennes et néoclassiques. Rappelons brièvement quelques-uns de leurs fondements avant de revenir à l'analyse marxiste de la crise.

Le keynésianisme et les approches néoclassiques ont en commun de chercher à éliminer la récurrence de la crise, chacun à sa manière et à de partir de contextes socio-historiques distincts. Ces paradigmes traitent donc de la crise mais non de sa récurrence. John Maynard Keynes a basé son analyse sur les limites du « laissez faire » du 19^e siècle, sur le caractère erroné de la Loi de Say (selon laquelle chaque offre crée sa demande) et surtout, sur la dépression des années trente. Keynes défend l'intervention publique, nécessaire au rétablissement sinon au maintien de l'équilibre macro-économique. Pour lui, une action contra-cyclique était pensable moyennant la création suffisante de liquidités monétaires (par le crédit), *via* la mobilisation de dépenses publiques et un soutien à la consommation.

La période consécutive à la Seconde guerre mondiale voyait triompher les idées keynésiennes dans le champ académique comme au niveau des politiques gouvernementales. Après la période de reconstruction de l'appareil de production (1945-1958) suit une période d'expansion fondée sur la consommation de masse. Fin des années 1960, les phénomènes de crise se manifestent à nouveau : d'abord par une chute de la profitabilité des entreprises, puis, peu de temps après, par une inflation galopante des prix. Au cours des années 1970, de profondes récessions finissent par décrédibiliser le paradigme keynésien car les politiques de relance ne semblent plus avoir l'effet escompté. En conséquence, le paradigme néoclassique connaît un écho croissant dans les milieux universitaires et politiques (Brenner, 1998 ; Harvey, 2005). D'une certaine manière, ce paradigme n'est qu'une réplique du malthusianisme : il observe une érosion de la productivité et une raréfaction des ressources énergétiques (choc pétrolier). Il en déduit que l'économie a besoin de se débarrasser des structures de régulation ou d'encadrement du marché, à l'origine de la rigidité salariale, du gâchis et source de multiples dysfonctionnements du marché. Les causes de la crise étaient donc exogènes au marché et il fallait aider l'économie à retrouver son état naturel, auto-régulé.

Parallèlement au néolibéralisme émergent des explications alternatives à la crise, en particulier l'école de la régulation ou encore l'école de la *Social Structure of Accumulation* de Samuel Bowles et Herbert Gintis (1987). Pour eux, la crise des années 1970 était d'abord l'expression des limites du keynésianisme. Certaines de ces critiques prolongent l'idée de Michael Kalecki (1939, 1954) selon lequel il n'y a pas de limites économiques au pilotage par la demande mais seulement des limites politiques comme, par exemple, un déficit de consensus autour du choix des dépenses. Pour d'autres, les ressorts de croissance se sont épuisés et ce qui avait fait le succès de l'économie de l'après-guerre était en train de devenir problématique. Dans cette optique, les formes institutionnelles créées par le compromis social entre capital et travail (le régime d'accumulation et le cercle vertueux du compromis fordiste) avaient atteint leurs limites, tant au niveau du rapport salarial, de la forme de l'État que de la monnaie. Il fallait dès lors chercher un nouveau moteur de croissance autour d'un nouveau compromis entre les agents sociaux (représentant des employeurs et des salariés) et l'État.

La contre-réforme libérale ou la gouvernance par la crise du travail

L'explication de la crise chez Marx propose quant à elle de saisir les racines de celle-ci dans les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, à savoir la production de marchandises par des compétiteurs. De cette modalité de production résulte la tendance à produire toujours plus de marchandises alors que la demande solvable n'est pas illimitée. Lorsqu'il y

a un excédent de production, le cycle de reproduction augmentée du capital par la transformation des marchandises et la vente de celles-ci se bloque. Les installations sont à l'arrêt, les matières premières sont inemployées, les salariés licenciés, et les prix baissent. Il se produit une destruction de capitaux jusqu'au moment où la dynamique d'accumulation peut repartir. Marx distingue les crises de surproduction et de valorisation tout en reconnaissant que celles-ci ne sont au final que les deux faces d'une même réalité. Dans le cas de la première, les marchandises n'arrivent plus à être écoulées et la sur-valeur extraite du travail n'est pas réalisée faute d'acheteurs ; dans le cas de la seconde, les coûts de production sont trop élevés et il se produit une érosion de la profitabilité du capital mobilisé. Dans les deux cas, le processus d'accumulation du capital s'épuise pour finir par s'interrompre lorsqu'une récession advient. Pendant la crise, les structures de production devenues caduques vont soit périr et disparaître, soit s'adapter et s'ajuster. C'est ici que l'on retrouve la *destruction créatrice*² qui désigne en règle générale le processus de disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités économiques mais qui peut aussi s'appliquer aux guerres commerciales qui se transforment en guerres tout court. Pendant cette phase de purification se rassemblent les coordonnées de l'essor à venir : concentration et centralisation de la production (économies d'échelle oblige), réorganisation et réorientation vers les secteurs à forte profitabilité. Le cycle de croissance peut alors recommencer jusqu'à la prochaine récession.

Il est important de souligner que chez Marx, la théorisation des crises périodiques ne se dissocie nullement de l'analyse générale du système capitaliste mais qu'elle est un de ses éléments constitutifs. On peut en faire la démonstration à partir de la présentation que Marx a faite des mesures visant à « contre-carrer la baisse tendancielle du taux de profit », publiée dans le Livre I du troisième volume du *Capital*³. Dans ce chapitre, il présente de façon succincte les six mesures qui doivent aider à restaurer la profitabilité des entreprises.

- La première des mesures consiste à augmenter le degré d'exploitation du travail vivant en prolongeant la journée de travail sans augmenter les salaires sinon en procédant à une intensification du travail.
- La deuxième consiste à baisser le prix du capital constant, notamment à l'aide d'innovations technologiques, d'une rationalisation de leur usage notamment *via* l'allongement du « temps machine » (les installations tournant sept jours sur sept).
- Le troisième levier consiste à favoriser l'accroissement du chômage en tant qu'armée de réserve. La (re)constitution d'une surpopulation relative permet d'agir en faveur d'une baisse des salaires réels car le chômage et les réserves de recrutement réduisent à la fois le salaire de réserve (montant à partir duquel on accepte l'embauche) et le salaire d'efficience (montant à partir duquel on augmente le rendement de son travail).

- La dévalorisation des salaires est un quatrième objectif plus général car il permet de réduire la part des salaires dans la valeur ajoutée et libère donc une plus grande marge pour la rémunération du capital. On obtient cette dévalorisation en substituant le travail vivant par le travail mort (les machines), en agissant sur la formation des salaires (conventions collectives) comme sur les libertés syndicales.
- En cinquième lieu, nous retrouvons l'éventail de mesures promouvant le commerce extérieur (ouverture des frontières, établissement de comptoirs commerciaux, investissements à l'étranger), permettant l'extension des débouchés et par voie de conséquence, l'élargissement de l'échelle de la production et de sa distribution.
- En sixième et dernier lieu, il y a l'augmentation du capital par actions qui favorise une consolidation des capitaux investis dans la production, l'organisation de leur rémunération et une plus grande (meilleure) péréquation des taux de profits entre les fragments de capitaux (entreprises) et les secteurs d'activité.

Le raisonnement de Marx peut sembler un peu trop fonctionnaliste, il n'en demeure pas moins que les similitudes entre la mondialisation néolibérale et ces six mesures est frappante. Indirectement, il permet de reconsidérer le programme néolibéral, mis en place dès les années 1970 sous l'impulsion de Milton Friedman, comme étant une sorte de contre-réforme sociale et politique dont l'objectif inavoué était de restaurer la profitabilité.

Les étapes de cette contre-réforme méritent d'être rappelées brièvement : en 1978, les États-unis initient une politique de renchérissement de la monnaie avec des taux directeurs élevés comme moyen de combattre à la fois l'inflation et la chute du dollar. Les investissements s'arrêtent net tandis que les restructurations massives poussent le chômage à la hausse. Début des années 1980, des réductions d'impôts vont de pair avec un programme de réduction des dépenses en matière sociale. Mais les mesures monétaristes approfondissent la récession à un tel point que la puissance publique doit quand même intervenir. Les taux d'intérêts sont revus à la baisse et l'administration Reagan applique une politique de relance par la guerre froide. Le complexe militaro-industriel joue un rôle moteur, au prix, il faut le préciser, d'un endettement public important. En Grande-Bretagne, sous la direction de Margaret Thatcher, les conservateurs britanniques s'attaquent aux libertés syndicales (après la défaite des mineurs en grève pendant près d'un an) et appliquent un programme de privatisations, d'allègement de la fiscalité sur les entreprises et une réduction des ressources financières disponibles pour les collectivités locales.

Même si elle est inégale selon les pays, la contre-réforme libérale s'attaque partout aux équilibres institutionnels et socio-économiques de l'après-guerre (Harvey, 2005). Mais l'État-providence a encore des beaux restes, grâce à l'amortisseur que représente la protection sociale avec l'assurance-chômage,

l'assurance maladie et les retraites. Lorsque la croissance repart à la hausse, à la fin des années 1980, une nouvelle séquence s'ouvre, celle d'une libéralisation des échanges d'une part (la construction européenne, la mondialisation), d'une libéralisation du marché de l'emploi d'autre part *via* la flexibilité salariale, temporelle et contractuelle. Après l'abrogation de l'échelle mobile des salaires, les gouvernements et les « partenaires sociaux » s'accordent pour dissocier l'évolution de la productivité et des rémunérations. Les années 1990 seront celles d'un retour de la croissance mais modelée par une inégalité des revenus, une montée de la pauvreté laborieuse et donc une segmentation croissante de la consommation. Mais l'impact de celle-ci se conjugue avec l'ouverture des frontières. Les marchés dans les pays de l'OCDE demeurent des marchés de renouvellement tandis que les marchés émergents restent de taille réduite. Dans le monde entier, on assiste à une exacerbation de la concurrence avec une guerre des prix qui se finance par une réduction constante des coûts de production (d'où la montée de la *lean production*, de la sous-traitance, des délocalisations et du *global sourcing*).

Marx nous aide donc (un peu) à comprendre le « néolibéralisme » et les « trente douloureuses ». L'apport de Rosa Luxembourg n'est pas négligeable non plus. Ainsi explique-t-elle, dans l'ouvrage *L'accumulation du capital* (1913), comment le mouvement perpétuel d'accumulation doit toujours recycler des formes d'accumulation « primitive ». Cette dernière porte ce nom parce qu'elle viole la loi de la valeur (selon laquelle il y aurait un échange entre équivalents), qu'elle implique l'échange inégal et qu'elle ne se soucie nullement de la reproduction sociale élargie, ou pour le dire autrement, des « externalités » de son action. C'est le cas lorsque le capital occidental trouve les moyens d'extraire une survalueur de travail du tiers-monde alors qu'il ne contribue que marginalement à financer sa reproduction sociale (scolarisation, infrastructures, habitat), lorsque le capital pille les ressources naturelles et ne paie pas les coûts de la pollution ou encore lorsque des usines et des infrastructures sont épuisées sans renouvellement ni modernisation. C'est encore et surtout le cas lorsque les salaires ne permettent pas la reproduction de la force de travail (trop bas pour produire une nouvelle génération de travailleurs)... Dans tous ces cas, nous avons affaire à l'« accumulation primitive » qu'évoquait Rosa Luxembourg.

Dans l'ensemble, si on fait l'addition des six mesures de Marx visant à contrecarrer la baisse du taux de profit, avec les traits distinctifs de l'accumulation primitive au 19^e siècle, on retrouve, *mutatis mutandis*, un tableau qui ressemble pas mal au monde présent.

Les racines de la crise économique et financière présente

Comprendre les racines de la crise économique et financière présente exige de porter l'analyse de l'actuelle crise du système financier au-delà des épi-

phénomènes que sont le manque de liquidités, la faible solvabilité de certains débiteurs ou encore l'instabilité des marchés et la vulnérabilité des institutions financières. Dit autrement, il s'agit d'une crise du capital. Pour mieux comprendre ce que cela signifie, il faut d'abord cesser d'appréhender uniquement le capital comme un stock de biens immobilisés, de l'argent, des titres de créance voire des ressources humaines exploitées, pour le considérer aussi et surtout comme un rapport social. Dès lors que l'on appréhende le capital non pas comme une chose mais comme un rapport social, il devient possible de lire la crise présente comme l'accident qui attendait d'advenir, non pas à cause d'un manque de régulation mais pour des raisons plus profondes, liées à la logique intime qui préside à ce rapport social, à savoir la nécessité immanente de valorisation.

Certes, la crise a éclaté *via* l'assèchement de crédit – le manque de liquidités pour les prêts interbancaires – mais cet assèchement n'en est nullement la cause. Le crédit avait justement permis de surmonter – pendant un certain temps – des déséquilibres de plus en plus profonds qui se situent à trois niveaux distincts : 1) le déséquilibre entre les revenus disponibles pour la consommation d'une part et les capacités de production à l'échelle mondiale d'autre part ; 2) le déséquilibre entre la valeur réelle des richesses produites (le PIB mondial) d'une part et le volume de transactions sur les marchés financiers d'autre part ; 3) le déséquilibre entre la valeur de la monnaie de référence (le dollar) et le taux d'endettement des États-Unis (dit autrement la balance commerciale négative contrebalancée par la puissance militaire américaine et financée par des fonds souverains disposant de réserves grâce à la hausse des matières premières ou à leur exportation massive comme, par exemple, la Chine).

Ces déséquilibres ne sont pas des épiphénomènes ni des dérives, mais sont au contraire indissociables de la logique de valorisation qui préside au fonctionnement de l'économie telle qu'elle est aujourd'hui. Pour preuve, ces déséquilibres résultent directement de l'application des mesures qui ont permis le retour de la profitabilité dans les années 1980-1990. Ainsi, la transformation des pays d'Asie en ateliers de main-d'œuvre bon marché était une des conditions pour que les multinationales retrouvent une profitabilité suffisante et, en même temps, la réussite de cette réorganisation de la division internationale du travail n'a fait que nourrir un déséquilibre planétaire où ceux qui produisaient ne pouvaient jamais acheter ce qu'ils fabriquaient. Simultanément, la stagnation des salaires dans les pays de l'OCDE dès les années 1980 a permis la restauration du taux de profit tout en réduisant les possibilités pour « réaliser » (par la vente) les profits engrangés. La restauration de la profitabilité qui forme le cœur de la contre-réforme libérale allait donc saper les bases de son succès, créant les conditions de ce qui donne l'actuelle crise en ciseaux avec, d'une part, l'assèchement du crédit et, d'autre part, la saturation des débouchés.

La socio-genèse de la spéculation

Dans l'économie de marché, la valeur d'échange domine la valeur d'usage et l'offre ne reconnaît que la demande solvable. Nonobstant la mondialisation des échanges, la demande solvable à l'échelle planétaire n'a pas suivi l'augmentation des capacités de production, parce que la formation des prix s'établissait de plus en plus à l'échelle du globe et que l'évolution des salaires s'est dissociée de l'évolution de la productivité. Au final, là où existe une demande solvable, les marchés sont devenus des marchés de renouvellement⁴. Ailleurs, les marchés restent *étroits* en ne permettent pas de soutenir une longue phase de croissance. Une fois réalisés les investissements onéreux de la troisième révolution technologique (les années 1980-1995), l'augmentation du capital en actions des firmes répondait surtout à la politique de rationalisation, de rachats et de fusions, tandis que les investissements productifs commençaient à stagner (Husson, 2008 : 11-68). L'excédent de capitaux ne pouvant être absorbé uniquement par la consommation de luxe, il a dû s'orienter vers la spéculation sur des profits futurs. Les années 1997-2000 furent les années des « licenciements boursiers » et du « downsizing » avec des fonds spéculatifs qui pariaient sur la hausse des actions à partir des restructurations et attendent un retour sur investissement de 12 % ou 15 % et cela parfois sur une base trimestrielle⁵.

Mais au début des années 2000, la bulle spéculative qui s'était formée autour de la nouvelle économie et de son indice Nasdaq (regroupant les entreprises liées au NTIC) éclate. La masse des actifs se déplace alors vers le secteur immobilier et y favorise l'éclosion d'une nouvelle bulle, encore plus grande. Les marchés obligataires puis les marchés dérivés liés à la titrisation en tout genre deviennent le centre des placements financiers. Les modélisations mathématiques se perfectionnent et favorisent une sorte de sécurisation objectivée par la création d'une multitude d'indices, y compris des indices de risque. Les capitaux n'affluent que vers les fonds promettant les rémunérations les plus élevées et les agences de notation jouent le jeu en banalisant les notations « AAA » assurant une rémunération élevée et sécurisée. La technologie financière se complexifie lorsque sont créés (avec la bénédiction d'Alan Greenspan⁶) les « véhicules » mélangeant des titres de créance à forte probabilité de défaillance de paiement avec des titres beaucoup plus robustes. Grâce à cette mutualisation du risque, le marché immobilier peut continuer à se gonfler tout comme les marchés dérivés. La « pompe à phynance »⁷ est actionnée et tout le monde (ou presque) tend à oublier que ces marchés dérivés représentent un océan de dettes. En près d'une décennie, nous sommes passés d'une spéculation sur le cours des actions d'entreprises avec les futurs profits de ces dernières comme élément moteur à une spéculation sur la hausse de titres fondés sur le remboursement de crédits hypothécaires, de crédits à la consommation ou pour le financement des études. La spéculation financière

est devenue de moins en moins une manière d'anticiper la création de richesses et de plus en plus une activité qui s'autonomise de l'économie « réelle ».

En quelques années, les marchés boursiers interconnectés deviennent le théâtre d'un immense « schème Ponzi »⁸. Sous couvert de promesse d'une rémunération à hauteur de 8 à 15 % des montants mis en jeu, ce schéma a commencé à siphonner l'épargne des classes moyennes de l'OCDE, voire le patrimoine immobilier public ou encore les fonds de capitalisation de retraites. D'une soirée au casino qui s'éternise nous sommes passés à un schéma Ponzi qui ne pouvait plus s'arrêter jusqu'au moment où la pyramide s'écroule. Or, la valeur totale des actifs « en jeu » sur les marchés dérivés au moment où la crise financière a commencé à se développer (début 2008) atteignait la somme astronomique de 538 000 milliards de dollars, ce qui représente près de dix fois le PIB mondial⁹. Aujourd'hui, à l'automne 2009, grâce aux injections massives d'argent public (de l'ordre de 5 000 milliards de dollars, la moitié du PIB des États-Unis), la crise semble jugulée. Sauf que la dépréciation des « actifs pourris » (*bad assets*) n'a pas encore réellement commencé. En effet, la dépréciation se rapproche des 3 000 milliards de dollars à l'été 2009 alors que certaines estimations situent ces actifs pourris à une hauteur équivalente à celle du PIB mondial (*sic*), ce qui indique qu'il reste encore à sortir beaucoup de « pommes pourries » des actifs des banques et des fonds spéculatifs.

Quelques mots sur le rôle du crédit et sur le capital fictif

Le crédit est un élément fondamental pour les transactions économiques. D'un point de vue global, le crédit est non seulement un facilitateur mais aussi un élément qui prolonge le cycle de croissance, sans rien changer aux contradictions fondamentales à l'œuvre. Au crédit s'ajoute le capital fictif qui n'est autre que l'ombre du capital fondé sur des richesses réelles et qui est investi, immobilisé ou circule sous forme de marchandises. À son apogée, cette ombre se porte en avant, le capital fictif devient le gage d'un profit futur, d'une plus-value encore à réaliser. Puis, la spéculation se développe et, à sa phase crépusculaire, l'ombre du capital fictif se déforme, devient disproportionnée. Jusqu'au moment où s'opère le retour à la réalité.

Nous sommes arrivés à ce moment-là. Il faut extraire du système tout ce capital fictif, à moins de relancer une activité spéculative, i.e. une nouvelle « bulle »¹⁰. Mais ceci est un processus douloureux qui n'est pas sans danger. Comme le crédit s'assèche, les créanciers exigent des remboursements à plus courte échéance et ceux qui ne peuvent pas payer courent à la faillite. Le chômage augmente en conséquence et contracte la demande à son tour. Cela provoque de nouvelles faillites et de nouvelles dettes qui ne peuvent être remboursées. Ainsi, tous les facteurs qui avaient fait croître l'économie au cours de la dernière période la poussent désormais vers le bas. On ne sait pas

combien de temps cela va durer. Le Japon des années 1990 est intéressant car il met en évidence que les milliards de yens injectés dans le système financier n'ont pas sauvé les PME, ni l'épargne salariale mais ont criblé de dettes les finances publiques (164% du PIB). Aujourd'hui, l'endettement global (particuliers, dette publique, entreprises et institutions financières) atteint 240 % au Royaume-Uni et 330 % aux États-Unis... L'addition des plans de Brown, Paulson et autres revient à créer massivement encore plus de capital fictif. En effet, l'émission de titres de dettes publiques ne sont que des gages sur la croissance future dont rien ni personne ne sait dire quand elle va réapparaître ni surtout comment et de quel côté de la planète. Les fonds souverains ont déjà acheté pour plusieurs milliers de dollars de Bons du Trésor des États-Unis et ne peuvent désormais plus faire marche arrière même s'ils seront contraints à un moment donné de le faire car la baisse des prix des matières premières va aussi assécher leur réserves.

Ceci indique que la crise financière, tout comme la manière de la résoudre vont certainement alimenter l'instabilité géopolitique et accroître les tensions entre options libre-échangistes et protectionnistes. La logique du sauve-qui-peut va prendre de l'ampleur et l'internationalisme se fera rare du côté du capital... Mais peut-être que tout ceci est trop catastrophiste. Il faut toutefois se rappeler que la véritable catastrophe, ce n'est pas le Krach, mais le fait que la dévalorisation massive de capitaux soit amortie par la société (la fameuse « socialisation des pertes »), répercutée sur les classes laborieuses, les peuples des pays périphériques et *in fine*, sur l'écosystème. C'est du moins l'objectif de ceux qui tentent de sauver le système sans s'attaquer aux causes profondes de sa crise. Certes, on voit apparaître ici et là quelques représentants d'une élite éclairée, sensibles à l'équilibre entre développement économique et équilibres écologiques. Or, ces représentants cherchent des solutions dans la direction de la création d'un vaste marché d'échange de titres de pollution sans réussir à définir un véritable seuil ou plafond de pollution...

Tout ceci invite à inscrire l'analyse de la crise dans un cadre de réflexion plus large qui intègre la dimension systémique d'une économie de marché et par conséquent la nécessité de trouver des solutions à cette échelle-là. La crise systémique nous oblige à penser les questions sociales et politiques de manière décloisonnée, de manière transversale et globale. Faire ce travail requiert de penser également une « autre économie » et de remettre à l'ordre du jour une réflexion sur les modes de production et d'allocation démocratique de ressources, compatibles avec un développement humain universel et durable du point de vue de l'écosystème. D'une certaine manière, l'âge des extrêmes ne fait que commencer...

Références

- Bourlès J. (2002), « La société de la connaissance. L'Europe face au défi mondial », in : Dockès P. (2002), *Ordre et désordres dans l'économie mondiale*, PUF, Paris.
- Bowles, S. et Gintis, H. (1987), *Democracy and Capitalism : Property, Community, and the Contradictions of Modern Social Thought*, Basic Books, N.Y.
- Bowles, S., David M. Gordon, and Thomas E. Weisskopf. 1989. « Business Ascendancy and economic Impasse : A Structural Retrospective on Conservative Economics, 1979-87 », *Journal of Economic Perspectives* 3(1) : 107-134.
- Brenner R. (1998), « The economics of Global Turbulence. A special report on the world economy, 1950-1998 », in : *New Left Review*, n° 229.
- Froud J., Johal S. et Williams K. (2002), « Financialisation and the coupon pool », in : *Capital and Class*, n° 78, p. 119-151.
- Galbraith J.K. (1955), *La Crise économique de 1929*, réédité chez Payot, 2008.
- Harvey, D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press.
- Husson, M. (2008), *Un pur capitalisme*, coll. « Cahiers libres », éditions Page deux.
- Kalecki M. (1939), *Essays in the Theory of Economic Fluctuations*, 1939.
- Kalecki M. (1954), *Theory of Economic Dynamics : An essay on cyclical and long-run changes in capitalist economy*, 1954.
- Luxemburg, R. (1913), *L'Accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme* (1913).
- Marx K., (1977), *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre troisième, Tome I, Éditions sociales.
- Morin, E. (1976), « Pour une crisologie », in : *Communications*, n° 25, 1976, p. 149-163.
- Rosanvallon, P., (1995), *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Le Seuil.
- Schumpeter, J. (1943, traduction française 1951), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot.

Notes

1. Actualisation d'un article paru dans la revue « Les mondes du travail », n° 7, juin 2009.
2. Cette expression prosaïque proposée par l'économiste Werner Sombart puis employée par Joseph Schumpeter dans un ouvrage célèbre de 1942, *Capitalisme, socialisme et démocratie*.
3. Nous laissons de côté ici les discussions concernant la pertinence de la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit », en soulignant que celle-ci ne doit pas être interprétée de manière formelle, i.e. baisse

linéaire mais le fait que la profitabilité soit tendanciellement insuffisante eu égard à la composition organique du capital, le capital mobilisé pour la production. L'automatisation (et auparavant la mécanisation) sont coûteuses et ne se justifient que lorsque la production augmente en volume.

4. Ces marchés sont centrés sur le renouvellement du stock de biens de consommation et de biens d'équipement et connaissent une croissance lente, au rythme de la croissance démographique.

5. Les restructurations visaient aussi à maintenir à la hausse le cours des actions et une fraction croissante des revenus des entreprises était dérivée de l'activité financière.

6. L'homme a sans doute écrit sa biographie un peu trop tôt. Voir http://www.nytimes.com/2008/10/09/business/economy/09greenspan.html?_r=1&th&emc=th

7. Voir à ce propos le blog de Frédéric Lordon, qui porte ce nom et qui se trouve sur le site du Monde Diplomatique.

8. Peu de temps avant la crise de 1929, Charles Ponzi avait mis en place un système frauduleux où l'apport d'argent frais rémunérait de façon démesurée les premiers crédateurs et ce jusqu'à l'écroulement de la pyramide. Bernard Madoff a répliqué exactement le même système frauduleux à une échelle de 50 milliards de dollars. Pour connaître le poids de Charles Ponzi dans la dépression de 1929, voir JK. Galbraith (1955), *La Crise économique de 1929*, réédité chez Payot, 2008.

9. Contrairement au marché des actions ou au marché des obligations, le marché des produits dérivés n'est pas un marché d'actifs. Quand vous achetez une action, vous détenez une partie du capital de l'entreprise et une partie des droits de vote. Si l'on suppose que vous détenez non pas une action XYZ mais une option d'achat XYZ (type de produits dérivés), vous n'avez pas le droit au dividende, ni au droit de vote. Il vous sera par contre possible d'acheter à un cours déterminé pendant une période déterminée une action XYZ. Ainsi au lieu d'immobiliser une grande quantité de capitaux, vous n'investissez que peu de capitaux, ce qui conduit à un effet de levier nettement supérieur.

10. Emprunté aux économistes classiques et aux banquiers, le capital fictif signifie chez Marx les différents instruments de crédit – lettres de change, bons, actions – donnant à ses possesseurs un droit au revenu futur anticipé et considéré comme capital, mais pour une grande partie sans aucun lien nécessaire avec le processus réel de production de capital. Donnant un exemple privilégié du CF Marx parle de la dette publique où l'État doit payer chaque année à ses créanciers une somme d'intérêts pour le capital emprunté. Mais c'est un capital fictif car la somme prêtée à l'État non seulement n'existe plus mais elle n'a jamais été destinée à être dépensée comme capital. Contrairement à la dette publique, les titres de propriété sur les affaires des sociétés, chemins de fer, mines, etc., sont des titres sur du capital réel. Mais en tant que duplicata, négociables eux-mêmes comme marchandises et pouvant circuler comme valeurs-capital, ils n'ont qu'une valeur fictive dont la hausse ou la baisse est absolument indépendante du mouvement du capital réel qui est leur objet. Leur valeur marchande est déterminée autrement que leur valeur nominale sans qu'il y ait changement dans la valeur du capital réel. Cette valeur marchande est une partie spéculative, étant déterminée non seulement par le revenu réel de l'entreprise mais aussi par le revenu calculé anticipé.